

NIGERIA

50 morts dans l'attaque d'une mission pétrolière par Boko Haram

Plus de 50 personnes ont été tuées dans l'attaque menée cette semaine par Boko Haram contre une mission pétrolière dans le nord-est du Nigeria, un des bilans les plus lourds imputés aux islamistes au cours des derniers mois et qui pourrait encore s'alourdir, ont annoncé des sources médicales et humanitaires.

«Le bilan ne cesse de s'aggraver», a déclaré jeudi une source engagée dans les suites de l'embuscade menée mardi près de Magumeri, dans l'Etat du Borno, ajoutant : «Nous en avons maintenant plus de 50 et de nouveaux corps arrivent». Ce lourd bilan montre la persistance de la menace terroriste en dépit des affirmations du gouvernement nigérian qui affirmait que le groupe armé était très affaibli. Il illustre aussi les risques de la prospection de nouveaux champs de pétrole dans le bassin du lac Tchad alors que l'exploitation est jusqu'à présent concentrée dans le sud du pays, premier producteur d'Afrique. Les circonstances de l'embuscade tendue aux gardes et à l'équipe de la Nigerian National Petroleum Company (NNPC), accompagnés de géologues de l'Université de Maiduguri, de retour d'une mission d'exploration, n'ont pas encore été éclaircies, en raison du strict contrôle de l'armée sur les accès au Borno, épicentre des violences de Boko Haram. De premiers éléments avaient fait croire initialement à une tentative d'enlèvement. Mais un secouriste de Magumeri, situé à 50 km au nord-ouest de Maiduguri, la capitale de l'Etat du Borno, a déclaré qu'«à 19h00 mercredi, 47 corps avaient été retrouvés dans la brousse autour de Magumeri».

«Onze d'entre eux ont été grièvement brûlés lors de l'attaque. Ils ont été brûlés vifs dans leur véhicule, échoué dans un fossé. On les a enterrés là-bas parce qu'on ne pouvait pas les emmener à Maiduguri». «Ce soir (jeudi), on a retrouvé six nouveaux corps, dont celui d'un soldat, et il se pourrait qu'on en retrouve beaucoup plus parce que les équipes de secours fouillent partout aux alentours», a-t-il ajouté.

A l'hôpital universitaire de Maiduguri (UMTH), un membre du personnel médical a déclaré de son côté : «Nous avons en ce moment

19 dépouilles de civils. Quinze d'entre eux étaient des vigiles (militice civile) et quatre faisaient partie du personnel de l'hôpital». Un syndicaliste enseignant de l'Université de Maiduguri, Dani Mamman, a confirmé à l'AFP la présence des quatre corps et précisé que deux d'entre eux étaient des enseignants. «Nous avons encore d'autres personnels manquants», a-t-il ajouté. Aucun nouveau bilan n'a été fourni par l'armée, qui avait reconnu mercredi la mort de dix personnes, neuf militaires et un civil. Jeudi, une source médicale au QG de la 7^e division à Maiduguri a déclaré que, «jusqu'à présent, nous avons 18 soldats morts. Dix ont été amenés hier (mercredi) et huit autres aujourd'hui (jeudi)». Dans un communiqué, le secrétaire d'Etat

au Pétrole et ancien patron de la NNPC, Emmanuel Ibe Kachikwu, a qualifié l'attaque de «malheureuse» mais n'a pas donné de bilan.

La production de pétrole du Nigeria est concentrée dans le delta du Niger (sud) depuis sa découverte en quantités commerciales en 1956. Mais les attaques et sabotages répétés de rebelles locaux revendiquant un meilleur partage des ressources ont poussé le gouvernement à prospector ailleurs. Des explorations ont été lancées sur un territoire allant de l'Etat de Benue (centre) au nord-est où sévit Boko Haram. Le groupe mène une insurrection sanglante depuis 2009, qui a fait au moins 20 000 morts et plus de 2,6 millions de réfugiés et déplacés.

En recul après la reconquête par l'armée de territoires dont il s'était emparé dans le Nord-Est, le groupe s'est lancé dans des opérations plus sporadiques. Des milliers de femmes et de filles ont été enlevées pour être mariées de force ou commettre des attentats-suicides



Les secours et les soldats sur les lieux de l'attentat suicide.

tandis que les hommes et les garçons ont été forcés à se battre. Selon la source impliquée dans les suites de l'attaque de mardi, «Il est clair qu'il ne s'agissait pas d'un enlèvement. Ils ont attaqué pour tuer». Personne n'a sérieusement émis l'hypothèse que Boko Haram

chercherait à contrôler des champs de pétrole du Nord-Est mais des terroristes, poursuivis par l'armée et ses alliés miliciens, ont pu vouloir faire une démonstration de force en plus des attaques déjà lancées dans les pays voisins, Niger, Tchad et Cameroun.

SYRIE

L'armée aux portes du dernier fief de l'EI dans la province de Homs

Les forces gouvernementales syriennes sont arrivées aux portes d'al-Sokhna, dernier bastion du groupe terroriste Daesh dans la province centrale de Homs, a rapporté hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG proche des Frères musulmans.

La prise de la ville d'al-Sokhna, aux mains de l'organisation terroriste depuis 2015, permettrait à l'armée syrienne d'avancer vers la province voisine de Deir Ezzor (est) d'où elle veut chasser Daesh.

Les troupes syriennes, appuyées par les frappes aériennes de l'allié russe, «sont parvenues dans la nuit à la périphérie d'al-Sokhna». Les



Vaste offensive de l'armée syrienne à Homs.

avions militaires russes bombardaient les positions terroristes à l'intérieur comme à l'extérieur de la ville.

Le groupe terroriste s'était emparé d'al-Sokhna dans la foulée de sa

capture de larges territoires dans la province de Homs, notamment la cité antique de Palmyre. Depuis, l'armée syrienne a repris la plus grande partie de la province, dont Palmyre. Al-Sokhna, à 70 km au

nord-est de la cité antique, est le dernier grand bastion de Daesh dans la province. Cette ville se trouve à 50 km de la province de Deir Ezzor et est entourée de nombreux champs gaziers et pétroliers. Selon l'OSDH, les commandants locaux de Daesh ont fui vers les montagnes entourant la ville.

L'armée syrienne mène depuis mai une campagne d'envergure dans la région de la «badiya», le désert syrien qui s'étend sur 90 000 km² à travers les provinces de Homs, Hama et Raqa. La badiya est également frontalière de l'Irak et de la Jordanie.

Daesh est sous pression dans différentes régions de Syrie, notamment dans la province septentrionale de Raqa où l'organisation a perdu de larges territoires et 50% de la ville qui porte le même nom.

EN RÉPONSE AUX SANCTIONS AMÉRICAINES

Moscou réduit la présence diplomatique des États-Unis en Russie

La Russie va réduire la présence diplomatique des États-Unis sur son sol en réponse à l'adoption par le Congrès américain de nouvelles sanctions la visant et témoignant selon elle de «russophobie», a annoncé vendredi le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Dans le détail, Moscou demande à Washington de réduire, à partir du 1^{er} septembre, à 455 le personnel de son ambassade et de ses consulats en Russie, et suspend l'utilisation par l'ambassade américaine d'une résidence en périphérie de la capitale russe et d'entrepôts. Une telle réduction revient à ramener le personnel des représentations américaines au

même niveau que celui du personnel des représentations russes aux États-Unis, a précisé le ministère, qui se «réserve le droit» de prendre de nouvelles mesures visant «les intérêts» américains.

Le Sénat américain a adopté jeudi des sanctions pour «punir» la Russie de son ingérence présumée dans l'élection présidentielle. Ce texte, qui a été dénoncé par

Moscou mais aussi critiqué dans l'Union européenne parce qu'il permet de punir des entreprises européennes, va maintenant être soumis au président Donald Trump, qui a le choix de le signer en l'état ou de le bloquer.

Ce vote «montre que les relations avec la Russie sont devenues otages des luttes de politique intérieure aux États-Unis», dénonce le ministère russe, critiquant un «chantage visant à limiter la coopération de partenaires étrangers avec la Russie».

«Malgré les attaques permanentes de Washington, nous nous sommes conduits de manière res-

pensible et avec retenue et nous continuons de le faire, et nous n'avons pas répondu jusqu'à présent à ces provocations évidentes», poursuit-il.

«Cependant, les derniers événements témoignent du fait que la russophobie et la recherche de la confrontation sont bien ancrés dans certains cercles bien connus aux États-Unis», a poursuivi la même source.

En visite en Finlande jeudi, Vladimir Poutine avait assuré que la Russie devrait répondre à «l'insolence» des États-Unis.

«Nous voyons tout simplement une montée de l'hystérie antirus-

se», avait-il souligné, en ajoutant : «C'est très triste que les relations russo-américaines soient sacrifiées à des fins de politique intérieure.

La réduction de la présence américaine annoncée avait déjà été envisagée en décembre dernier après l'expulsion décidée par Barack Obama de 35 personnes considérées comme des membres des services de renseignement russes et la fermeture de deux sites russes à New-York et dans l'Etat du Maryland, près de Washington, considérés comme des bases utilisées par des agents russes.